

CHAPITRE 05 : LES POLITIQUES COMMERCIALES

1. LES AVANTAGES DE LIBRE ÉCHANGE

Depuis Adam Smith, l'analyse économique présente le libre-échange comme un idéal, vers lequel le choix des politiques commerciales devrait tendre. Pourtant peu de pays ont véritablement mis en place une politique de libre-échange. Deux avantages plaident pour le libre-échange :

- **Il permet d'éviter la perte d'efficacité engendrée par la protection ;**
- **Il est un choix simple et moins risqué pour des pouvoirs publics que des politiques commerciales définies du cas par cas, qui s'avèrent souvent hasardeuses.**

1.1. EFFICIENCE ET LIBRE-ECHANGE

L'analyse coût-bénéfices de la protection commerciale montre qu'en s'écartant du libre-échange, **les économies subissent des pertes d'efficacité**. L'instauration d'un droit de douanes introduit des distorsions des incitations économiques.

D'autres gains du libre-échange sont à relever :

- **Économie d'Échelles** : la protection des marchés permet non seulement de fragmenter la production au niveau international, mais aussi d'inciter un grand nombre d'entreprises à **produire dans les secteurs protégés** ;
- **Les avantages de la concurrence** : en incitant les entrepreneurs à chercher de nouveaux débouchés pour leurs exportations, ou bien à affronter la concurrence étrangère, **il stimule efficacement l'innovation et le transfert de connaissance** ;
- **Allocations plus efficaces des ressources** : le libre-échange ouvre des opportunités nouvelles aux entreprises les plus performantes et poussent les moins efficaces hors du marché.

1.2. LES STRATÉGIES DE CAPTURE DES RENTES

La mise en place des quotas d'importation nécessite l'émission de licences d'importation. Dans la mesure où les détenteurs de ces licences profitent d'une rente particulièrement confortable, **les entreprises peuvent être tentées d'adopter des comportements inhabituels afin de tirer parti de cette aubaine** (la hausse excessive des prix, concurrence déloyale, etc.).

1.3. LES ARGUMENTS POLITIQUES DU LIBRE-ÉCHANGE

Trois types d'arguments plaident en faveur de la libéralisation commerciale :

- Les entorses au principe de libre-échange engendrent des coûts élevés ;
- Les gains dynamiques de libre-échange diminuent les coûts imputables aux politiques protectionnistes ;
- La poursuite d'une politique protectionniste sophistiquée risque d'être corrompue par les enjeux politiques (groupes de pression, lobbies, etc.).

2. LA POLITIQUE PROTECTIONNISTE

Bien que les économistes soutiennent régulièrement que toute entorse au libre-échange réduit le bien être domestique, ils existent certains arguments théoriques qui **permettent de défendre les thèses protectionnistes**.

2.1. L'ARGUMENT DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Dans le cas d'un grand pays (qui, de par l'importance de son offre et de sa demande, est en mesure d'influer sur les prix mondiaux), la mise en place d'un droit de douane **réduit le prix des importations et permet d'améliorer les termes de l'échange**. A chaque fois que le droit de douane augmente, le prix auquel il faudrait exporter doit diminuer pour pouvoir vendre la même quantité. Donc le pays importateur va pouvoir tirer les prix vers le bas en imposant un droit de douane, et les termes de l'échange s'améliorent pour ce dernier.

Cependant, les bénéfices qu'en tire l'économie **doivent être comparés aux coûts associés** aux distorsions générées par le droit de douanes. Plus le droit de douane est contraignant, plus ses coûts risquent de dépasser les effets positifs liés à l'amélioration des termes de l'échange.

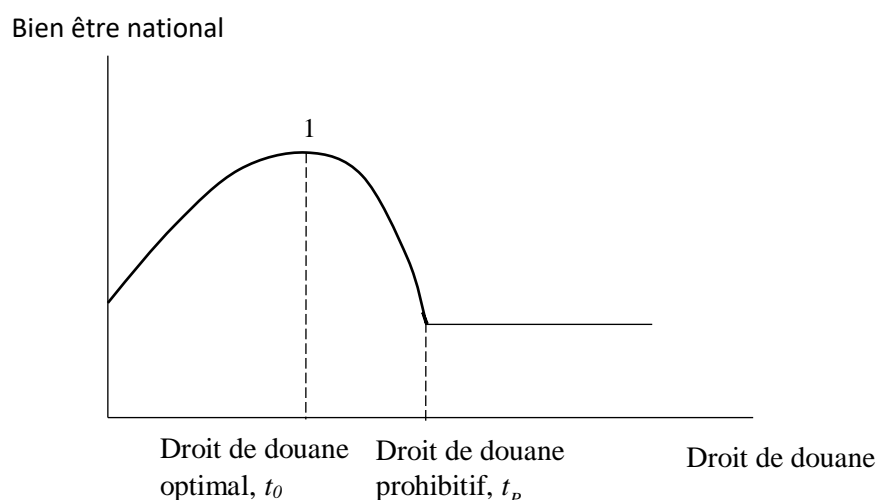


Figure 01 : Le droit de douane optimal

Dans le cas d'un grand pays, il existe un droit de douane optimal t_0 pour lequel le gain marginal lié à l'amélioration des termes de l'échange compense la perte marginale d'efficacité qui résulte des distorsions de la production et de la consommation.

2.2. L'ARGUMENT DES DÉFAILLANCES DE MARCHÉ (LES ÉTERNALITÉS POSITIVES)

Il s'agit d'un certain nombre de **dysfonctionnements** des marchés de capital et du travail, qui génèrent un sous-emploi de facteurs ou empêchent un transfert rapide des ressources vers

les secteurs les plus rentables, ou bien de transferts technologiques émanant de secteurs innovant.

C'est l'exemple des industries innovantes permettant la diffusion des nouvelles technologies dans les secteurs plus traditionnels de l'économie. Si cet effet reste **diffus**, les firmes du secteur n'en tiennent donc pas compte lorsqu'elles déterminent leur niveau de production. Toute augmentation de la production dégage alors un *bénéfice social marginal* qui n'est pas capturé par les surplus des producteurs : chacun d'eux prix individuellement ne gagne rien à fabriquer davantage de bien, mais les autorités nationales ont tout intérêt à stimuler la production, afin de multiplier les externalités et d'accroître ce bénéfice social. **Une protection commerciale peut permettre d'atteindre cet objectif.**

3. LA POLITIQUE COMMERCIALE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

3.1. L'INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION AUX IMPORTATIONS

Entre la seconde guerre mondiale et les années 70, de nombreux pays en développement ont essayé de favoriser l'essor de leur industrie en limitant les importations de produits manufacturés pour conférer aux entreprises nationales un avantage sur leur propre marché. L'argument **des industries naissantes** repose sur l'idée **qu'un pays en développement, qui aurait un avantage comparatif dans un secteur manufacturé, pourrait ne pas pouvoir faire face à des industries, plus anciennes et bien implantées, des pays développés.** D'où la nécessité d'une protection temporelle par les droits de douanes ou de quotas d'importation, jusqu'à ce qu'elles soient suffisamment productives pour affronter la concurrence internationale.

Cependant, certaines critiques sont à noter :

- Des politiques volontaristes qui visent à développer aujourd'hui des industries qui auront un avantage comparatif dans le futur ne sont pas toujours raisonnables (**des politiques économiques mal conçues**). Exemple : la Corée du Sud n'aurait pas pu réussir l'exportation de l'automobile dans les années 80, si cette même politique avait été entamée dans les années 60 où le capital et le travail qualifié étaient encore rares.
- Certains secteurs protégés **deviennent compétitifs pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la protection**, si bien que la politique protectionniste peut apparaître comme un succès, alors qu'elle n'est dans ce cas qu'une perte pour l'économie.
- Le fait que l'émergence d'une industrie performante soit un processus long et coûteux n'est pas un argument suffisant pour justifier une intervention des pouvoirs publics, à moins d'être confronté à un dysfonctionnement du marché intérieur. Ils existent de nombreux exemples d'investisseurs qui soutiennent **des projets de très long terme dont les bénéfices sont incertains (c'est notamment les cas des biotechnologies)**.

Remarque : à la fin des années 1980, un consensus de plus en plus large s'est établi entre les économistes, les organisations internationales (comme la banque mondiale) et les décideurs politiques des pays en développement pour reconnaître les limites des politiques de substitutions aux importations. **La tendance des restrictions aux importations à favoriser la production à une échelle trop petite pour être efficace est l'un des effets particulièrement**

pervers de cette politique. Même pour le Brésil ou l'Inde, le marché intérieur ne représente qu'une petite fraction que celui des États-Unis ou de l'UE.

Mais il serait injuste et erroné aussi d'affirmer que ces politiques d'industrialisation ont échoué. Elles ont en effet largement contribué au développement de l'industrie dans les pays du sud. Dans les pays d'Amérique latine, la part de la production manufacturière par rapport à la production totale a pratiquement atteint un niveau comparable à celui des pays les plus avancés.

3.2. L'INDUSTRIALISATION PAR LES EXPORTATIONS : LE MIRACLE ASIATIQUE

A partir des années 1960, la réussite de pays ayant privilégié l'industrialisation par les exportations de biens manufacturés a remis en cause le dogme de la politique de substitutions aux importations. Des pays comme la Corée, Taïwan, Hong Kong et Singapour ont connu des taux de croissance spectaculaires, dépassant les 10% par certain cas.

Le décollage soudain de ces économies n'aurait sans doute pas eu lieu si ces pays n'avaient pas mené de profondes réformes de leurs politiques économiques. **Ces changements se sont traduits par une ouverture progressive au commerce international.**

Au minimum l'exemple asiatique montre que les défenseurs des politiques de substitutions aux importations et de toutes les restrictions commerciales y afférente, n'avaient pas nécessairement raison : il est possible de sortir du sous-développement et de s'industrialiser en s'appuyant sur des politiques de promotion des exportations, avec une ouverture commerciale de conquête de marchés extérieurs, loin des politique contraignante relatives aux droits de douane et de quotas d'importation¹.

¹ Paul Krugman, Maurice Obstfeld, Marc Melitz, « Économie internationale », Edition NOUVEAUX HORIZONS ;